

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 20 NOVEMBRE 2018

PROCÈS – VERBAL

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM., Youssef SADIR, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Pascal DESCLAUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, , Habija KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE-MOINE, Patrick LE GRELLE , Cathy LARRIEU.

Pouvoirs de vote :

M. Youssef SADIR à M. Sylvio GUINGAN
Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à Mme Fabienne DE MACEDO
Mme Habija KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR
Mme Catherine SAMANIEGO à Michel PEDURAND
Mme Catherine LARRIEU à Mme Vanessa CAMPOY MARTINEZ
M. Alain LACRAMPE-MOINE à M. Christian GIRARDI
Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD
Mme Monique SASSI à Monsieur Bernard COURET
M. DESCLAUX Pascal à M. Daniel GUIHARD

Monsieur Michel PEDURAND a été élu secrétaire de séance.

FINANCES LOCALES

1 - Versement d'un fond de concours par la Communauté de Communes du confluent et des coteaux de Prayssas pour participation aux frais des infrastructures sportives

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la répartition des fonds de concours versés par la communauté de Communes pour participation aux charges de fonctionnement aux frais des infrastructures sportives.

Madame Nicole MOSCHION précise qu'elle s'est abstenue car elle considère qu'il est anormal que l'entretien des stades ainsi que de la piscine ne soient pas pris en compte.

Monsieur le Maire lui répond que la piscine ne peut être prise en compte car considérée comme infrastructure de loisirs et non comme infrastructure sportive et qu'il note bien son abstention pour l'attribution de ces fonds à la commune.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la répartition du fond de concours pour participation aux charges d'infrastructures sportives arrêté par le Conseil Communautaire dans sa séance du 17 juillet 2018 ainsi qu'il suit :

Commune	Equipement concernés	Dépenses fonctionnement 2017	Fonds concours 2018
Aiguillon	Espace sportif Louis Jamet et Marcel Durant Ecole de Danse	108 220.00	28 085.00
Clermont dessous	Terrain de tennis	736.32	250.00
Damazán	Stade, tennis, Dojo, salle Multi-sports	52632.00	20266.00
Frégimont	Terrain de tennis	700.00	250.00
Galapian	Tennis	1394.00	500.00
Grange/Lot	Terrain de tennis Salle de sports	4389.00	2075.00
Lagarrigue	Salle de basket	6606.00	1936.00
Laugnac	Stade de foot	23736.00	6369.00
Monheur	Stade et salle de sports	12424.00	3611.00
Nicole	Stade Municipal	2518.00	393.00
Port st Marie	Tennis/Halle de sports Salle de Judo	21433.00	4338.00
Puch d'Agenais	Tennis	1150.00	500.00
Prayssas	Salle de sports	13154.00	2727.00
Razimet	Terrain de tennis	503.00	250.00
TOTAL		74 800.00	

Voix Pour : 25

Voix Contre : 0

Abstention: 1 (Mme MOSCHION)

2 - Versement d'un fond de concours par la Communauté de Communes du confluent et des coteaux de Prayssas pour participation aux frais des infrastructures scolaires

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la répartition du fonds de concours versés par la Communauté de Communes pour participation aux charges de fonctionnement aux frais des infrastructures des groupes scolaires.

Après avoir entendu cet exposé,
Le conseil municipal,

APPROUVE la répartition du fonds de concours pour participation aux charges des infrastructures des groupes scolaires arrêté par le Conseil communautaire dans ses séances du 17 juillet et 14 septembre 2017, arrêté ainsi qu'il suit :

Commune	Groupe scolaire concerné	Montant dépenses fonctionnement annuelles de la commune	Montant Fonds de concours
Aiguillon	Ecoles Maternelles et Primaire Cantine/Garderies	613 381.00	25 380.00
Bazens	Ecoles Maternelle et Primaire Cantine/Garderies	77 900.00	2 640.00
Bourran	Ecole Maternelle et primaire Cantine/Garderies	66 356.00	2 640.00
Clermont-Dessous	Ecoles Maternelle et Primaire et cantine	137 032.00	0.00
Damazan	Ecoles Maternelle et Primaire, cantine	187 640.00	12 120.00
Frégimont	Ecole Primaire Cantine	45 350.00	1 080.00
Galapian	Ecole Primaire Cantine	50 410.00	1 020.00
Granges/Lot	Ecole Primaire Cantine/Garderies	42 899.00	1 140.00
Lacépède	Ecole Primaire Cantine/Garderie	53 200.00	1 020.00
Lagarrigue	Ecole Primaire Cantine	45 320.00	2 220.00
laugnac	Ecole Maternelle et Primaire Cantine/Garderies	68 721.00	4 440.00
Lusignan-Petit	Ecole Primaire Cantine/Garderies	40 269.00	1 500.00
Madaillan	Ecole Primaire et Maternelle	Montant non communiqué	0
Monheurt	Ecole Maternelle et Primaire Cantine et Garderie	58 789.00	3 960.00
Montpezat	Ecole Primaire et Maternelle Cantine et Garderie	69 968.00	2 400.00
Port St Marie	Ecole Maternelle et Primaire Cantine et Garderie	263 537.00	11 700.00
Prayssas	Ecole Maternelle et Primaire Cantine et Garderie	94 151.00	4 980.00
Puch d'Agenais	Ecole Maternelle et Primaire Cantine et Garderie	58 226.00	3 240.00
St Laurent	Ecole Primaire	70 710.00	2040.00
St Salvy St Sardos	Ecole Primaire et Maternelle Ecole Primaire Cantine/Garderies	50 481.00	1020.00
TOTAL			86 280.00

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

3 - Clôture de la régie d'avances de la Médiathèque du Confluent

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du 28 septembre 2001 instituant une régie d'avances pour le paiement de menues dépenses relatives au fonctionnement du service de la Médiathèque (achat de petites fournitures, frais de transport),

Considérant qu'aucun mouvement n'a été réalisé sur les années 2017 et 2018, il est proposé de fermer cette régie.

Vu l'avis favorable du comptable public,

- Après en avoir délibéré
- Le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de clore à compter du **1er janvier 2019**, la régie d'avances désignée ci-dessus,
- **PRECISE** que l'arrêté du 08 novembre 2001 portant création de la régie d'avances ainsi que l'arrêté du 06 juillet 2012 portant nomination des régisseurs sont abrogés.
- 26 voix pour,
- 0 voix contre,
- 0 abstention,

4 – Subvention - demande à la DRAC - tranche 1 et 2 des travaux - Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du château

Monsieur le Maire rappelle que Le conseil municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018

- le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,
- le montant total des dépenses éligibles aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC, la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se dérouleront sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La DRAC a inscrit au programme 2018 des investissements de l'Etat, ministère de la culture, au titre des monuments historiques, les deux premières tranches de travaux de restauration des façades des deux pavillons.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,

- VALIDE le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour les tranches de travaux 1 et 2 qui comprennent notamment l'installation de chantier, la réalisation d'une majeure partie des travaux relatifs au Bâtiment de la Comédie, le commencement des travaux du pavillon des Communs, ainsi que les prestations d'ingénierie telle que la maîtrise d'œuvre, le coordonnateur sécurité, le contrôle technique,
- VALIDE le plan de financement prévisionnel tel que présenté ci-dessous reprenant le montant de la participation de la DRAC et de la Région indiquées ci-dessous :

Tranche 1 et 2 des travaux	Dépenses éligibles en € HT	Recettes	
Bâtiment Comédie - Installations chantier	70 191,00 €	Subvention de la DRAC – 30% du total	130 599 €
Bâtiment Comédie - Charpente couverture	113 766,36 €	<i>Subvention de la Région Nouvelle Aquitaine (en attente de décision) - 28% du total</i>	120 000 €
Bâtiment Comédie - Maçonnerie façade	160 708,51 €		
Bâtiment Comédie - Charpente couverture	13 000 €		
Estimation de la mission SPS	1 900 €	Autofinancement communal en HT – 42 % du total	184 733€
Estimation de la mission Contrôle Technique	2 800 €		
Forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre	72 950 €		
Provisions pour hausses de prix et imprévus	16,13 €		
Total prévisionnel H.T	435 332,00 €	Total prévisionnel H.T	435 332,00 €

Pour mémoire :

Autofinancement communal : 221 680€ TTC

(Sous réserve obtention subvention Région)

- ENGAGE la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- PREND en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 87 066, 40 €,
- INSCRIT les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 522 399 € TTC au budget communal,

- **ENGAGE** à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

5 – Détermination des durées d'amortissement (Budget principal Commune)

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

L'instruction comptable M14 rend obligatoire l'amortissement des biens renouvelables, le conseil municipal a adopté les durées d'amortissement de chaque catégorie de bien lors de sa séance du 18 juillet 2014.

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ont été fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception toutefois des fonds de concours que la commune est amenée à verser à des établissements publics (EPCI, Syndicats...).

Les fonds de concours peuvent correspondre à des subventions soit d'équipement, soit de fonctionnement. Dans la première hypothèse, ils doivent être retracés en section d'investissement du budget en « immobilisations incorporelles » et être amortis conformément aux articles L.2321-2 et R.2321-1 du CGCT. L'article R.2321-1 fixe les durées maximales d'amortissement.

Il appartient à l'assemblée de déterminer, par voie de délibération, les durées d'amortissement des fonds de concours en application des préconisations réglementaires.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,**

- **ADOpte** les durées d'amortissement suivantes :

Nature du fonds de concours (Subvention d'équipement)	Durée d'amortissement
- subventions d'équipement versées pour financer des biens mobiliers, du matériel ou des études	cinq ans
- subventions d'équipement lorsqu'elles sont assimilées à des aides à l'investissement consenties aux entreprises	cinq ans
- subventions d'équipement versées pour financer des biens immobiliers ou des installations	trente ans
-subventions d'équipement versées pour financer des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseaux très haut débit...)	quarante ans

Il est rappelé que « tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme ». Pour une subvention donnée, le plan d'amortissement arrêté ne peut être interrompu ou modulé.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver l'application, au sein du budget principal de la Commune d'Aiguillon, de ces durées d'amortissement et,

- **FIXE** la durée d'amortissement des biens selon les propositions ci-dessus énoncées (l'amortissement s'effectuant de façon linéaire) au sein du budget principal de la Commune d'Aiguillon.

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

6 – Eligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement (Complément à la nomenclature de l'arrêté du 26 octobre 2001)

Vu l'article L2122-21 C.G..C.T.,
Vu les articles L2321-2 et L2321-3 C.G.C.T.,
Vu l'arrêté du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local,
Vu la circulaire interministérielle du 26 février 2002,

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Vu la circulaire N° NOR/INT/BO200959C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local, le conseil municipal est appelé à :

- Compléter la nomenclature des biens meubles considérés comme des valeurs immobilières à inscrire en section d'investissement.

Cette nomenclature fixe la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature. Cette liste est présentée par rubrique dont le contenu peut être complété, chaque année, par l'assemblée délibérante de la collectivité sous réserve que ces biens revêtent un caractère de durabilité et ne figurent pas explicitement parmi les comptes de charges ou de stocks. En outre, cette délibération annuelle peut être complétée, si nécessaire en cours d'année par une deuxième délibération.

La nomenclature des biens meubles considérés comme valeurs immobilisées comprend douze rubriques :

- I) Administration et services généraux
- II) Enseignement et formation
- III) Culture
- IV) Secours, incendie et police
- V) Social et médico-social
- VI) Hébergement, hôtellerie et restauration
- VII) Voirie, réseaux divers
- VIII) Services techniques, atelier, garage
- IX) Agriculture et environnement
- X) Sport, loisirs et tourisme
- XI) Matériel de transport
- XII) Analyses et mesures

Dès lors, le Maire propose de compléter certaines rubriques pour pouvoir imputer les dépenses correspondantes en section d'investissement. L'intérêt de cette proposition étant de permettre leur éligibilité au Fonds de Compensation de la T.V.A (FCTVA).

A cet effet, il est nécessaire d'inclure à la délibération le tableau ci-annexé qui reprend par rubrique la liste des biens meubles, destiné à compléter la nomenclature définie par l'arrêté du 26 octobre 2001. Etant rappelé que

le Conseil Municipal, lors de sa séance du 18 juillet 2014, avait décidé de fixer à un an la durée d'amortissement des biens d'une valeur unitaire inférieure à 800 € TTC, conformément aux dispositions de l'article L2321-1 CGCT.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,**

- **DECIDE** d'adopter le tableau joint en annexe qui reprend par rubrique la liste des biens meubles, destinée à compléter la nomenclature définie par l'arrêté du 26 octobre 2001 susvisé.

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

7- Aide aux sinistrés des inondations de l'Aude

Monsieur le Maire expose que :

Les habitants de l'Aude ont été particulièrement éprouvés le 15 Octobre 2018, suite aux inondations dévastatrices et imprévisibles qui ont touché leur département.

Cette situation dramatique, sans précédent, génère de graves conséquences tant sur le plan humain, que social, économique, matériel et environnemental.

Ne pouvant rester indifférents aux colossaux dégâts matériels subis par quelques 70 communes, l'Association des Maires de l'Aude et le Département de l'Aude ont souhaité lancer un appel national aux dons afin d'apporter un soutien financier indispensable aux sinistrés.

Ces dons seront affectés à la reconstruction des équipements publics dévastés au sein des communes Audoises.

Il est proposé de voter une subvention exceptionnelle à destination des sinistrés de l'Aude pour un montant de 1000 €.

Suite à l'intervention de Monsieur Christian GIRARDI, Monsieur le Maire propose de réévaluer la subvention pour la porter à un total de 1500.00 €

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **ADOpte** le projet de don à l'association des Maires de l'Aude pour un montant de 1500 €
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 à l'article 6574
- **DIT** que ce don sera réglé auprès de la Paierie Départemental de l'Aude (Département de l'Aude)

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

8 – Adoption de la convention d'objectifs avec la Mission locale de l'Agenais et de l'Albret

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à adopter la convention, jointe à la présente délibération, avec la mission locale, qui assure des permanences les LUNDIS, JEUDIS et VENDREDIS à Aiguillon au Centre Médico-Social.

Cette convention porte sur deux années, 2018 et 2019. Elle introduit, outre les missions liées à la politique d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans menées par la Mission locale, un partenariat avec la médiathèque d'Aiguillon. Cette dernière met à la disposition de la mission locale quatre postes informatiques les jeudis de 14h à 16h, deux fois par mois. Les jeunes relevant de la mission locale bénéficieront également d'un accès à l'ensemble des services de la médiathèque (prêt de livres, DVD...)

Pour l'année 2018, la participation de la Commune à l'action de la mission locale de l'Agenais et de l'Albret s'élevait à un montant de : 6 494 €

Pour l'année 2019, la participation de la Commune à l'action de la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret s'élèverait également à un montant de 6 494 € (six mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros), sous réserve d'une augmentation qui ne dépasserait pas 1% de ce montant.

Monsieur PIAZZON souligne que la Mission Locale est d'un intérêt Communautaire concernant les jeunes de toute la Confluence (Communes de : Port-Saint-Marie, Damazan, etc.), il serait donc logique que le financement soit Communautaire.

Monsieur le Maire répond être en accord avec cette remarque mais que pour l'instant, la majorité du Conseil Communautaire ne souhaite pas adhérer à la Mission Locale.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **VALIDE** le projet de convention avec la Mission Locale de l'Agenais et de l'Albret selon le modèle joint en annexe,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention à intervenir,
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits pour chaque exercice budgétaire.

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

INTERCOMMUNALITE

9 - Approbation du rapport annuel d'activité 2017 du Syndicat intercommunal de Transports Scolaires

Monsieur le Maire expose aux Membres de l'Assemblée le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon est membre du Syndicat intercommunal des transports scolaires (SITS) d'Aiguillon et de Port Sainte Marie, ayant pour but la gestion des services spéciaux de transport d'élèves desservant les établissements scolaires de ces deux communes.

En vertu de l'article L.5211-39 du CGCT, la Présidente du SITS d'Aiguillon et de Port St Marie adresse chaque année au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune, accompagné du Compte Administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Le Conseil Municipal est donc appelé à adopter le rapport d'activité du SITS pour l'exercice 2017. Il doit en effet faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique. Mme Hélène AYMARD, déléguée de la commune et présidente du Syndicat, présente le rapport annuel à la demande de Monsieur le Maire.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **PREND ACTE** du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2017, élaboré par le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon Port Sainte Marie.
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

10 - Approbation du rapport annuel d'activité 2017 du SDEE 47

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la commune d'Aiguillon est membre du Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

En application de l'article 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le syndicat a fait parvenir à la commune son rapport d'activité pour l'année 2017. Ce dernier retrace les actions menées par le SDEE47 et l'évolution des services proposés aux communes adhérentes au cours de l'année précédente.

Cette année, le SDEE a fait parvenir une version dématérialisée de ce rapport, qui reste consultable et téléchargeable sur le site internet du syndicat.

Le Conseil Municipal est appelé à prendre acte du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2017, élaboré par le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **PREND ACTE** du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2017, élaboré par le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon Port St Marie.
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

URBANISME

11 - Désignation d'un élu pour prendre la décision relative à la délivrance d'un permis de démolir n° 04700418K0002

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le maire ne peut pas délivrer une autorisation de travaux de démolition s'il est intéressé au projet soit en son nom personnel, soit comme mandataire.

En effet, en vertu de l'article L. 422.7 du code de l'urbanisme : « *Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision.* » Dans ce cadre, un autre membre du conseil municipal sera désigné pour prendre ladite décision. Seul le conseil municipal peut par délibération, désigner un de ses membres pour délivrer le permis de démolir. Dans ce cas spécifique, une délégation de signature du maire à un adjoint ne saurait suffire.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **DESIGNE** Monsieur PEDURAND pour prendre la décision relative à la délivrance de ce permis de démolir.

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

AFFAIRES DIVERSES

12 - Motion : "Non au projet de fusion Pôle Emploi / Missions Locales"

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'adopter la motion suivante :

Le 18 juillet 2018, dans le cadre du rapport CAP 2022, le 1^{er} Ministre, à travers un communiqué de presse, proposait aux collectivités volontaires, de participer à des expérimentations visant à fusionner les Missions Locales et Pôle Emploi.

Dans une note confidentielle de septembre 2018, la DGFEP et Pôle Emploi détaillent aux DIRECCTE et aux directeurs régionaux de Pôle Emploi l'organisation à mettre en place pour mener à bien cette expérimentation :

L'objectif visé d'économie d'échelle jette un trouble sur la future gouvernance et ne gage pas le respect de l'autonomie de ces associations dont l'ancrage territorial a fait ses preuves.

Au-delà de la mutualisation de l'administratif et du financier, derrière ce projet de fusion, c'est la possibilité de la suppression et de la dissolution des Missions Locales qui pourraient être recherchées par le Gouvernement.

Cette expérimentation, qui serait suivie d'une généralisation, pourrait se traduire par la disparition de la spécificité de l'accompagnement global des jeunes en difficulté et la spécificité d'un service public, sous forme associatif, financé et gouverné par l'Etat, les Régions, les Départements et les collectivités locales très fortement impliquées.

Faut-il rappeler que le Pôle Emploi et les Missions Locales n'ont pas le même domaine d'activité, ni les mêmes missions que, par exemple, l'emploi n'est qu'une dimension du travail des Missions Locales.

Chaque année, plus de 1,3 millions de jeunes, notamment les plus démunis, sont accompagnés par les Missions Locales dans leur parcours d'accès à l'emploi, certes, mais aussi au niveau de toutes les formations, la mobilité, du logement, de la santé et de l'accès à la citoyenneté, de l'autonomie.

Les Missions Locales constituent une réponse d'orientation et d'accompagnement adaptée aux territoires et exercent une mission de service public de proximité.

En outre, selon des enquêtes récentes, l'action des Missions Locales est plébiscitée par les citoyens, les élus et surtout les jeunes eux-mêmes.

Le Conseil Municipal d'Aiguillon, lors de la séance du 20 novembre 2018, a approuvé une convention entre notre collectivité et la Mission Locale de l'Agenais, de l'Albret et du Confluent avec un soutien financier de 6 434 €.

À travers ce partenariat, nous avons souhaité nous appuyer sur la Mission Locale pour favoriser l'accès des jeunes à l'apprentissage, la formation, l'emploi.

Il est indéniable que si cette fusion devait se réaliser, l'objet de ce partenariat avec la Mission Locale perdrait une partie de son sens.

Représentants de la commune dans le Conseil d'Administration de la Mission Locale, les élus municipaux entendent et comprennent le trouble et l'émoi qui se font jour au sein du personnel des Missions Locales et des élus locaux des territoires.

Devant ce projet, annoncé sans aucune concertation préalable, l'UNML, l'ARML, les organisations syndicales et les salariés ont exprimé leur désaccord et le refus de cette expérimentation de fusion Pôle Emploi / Mission Locale ainsi que leur inquiétude.

On peut comprendre cette inquiétude des salariés car, alors que 4 000 suppressions de postes sont programmées au sein de Pôle Emploi, comment croire que cet organisme pourra absorber, sans casse sur le plan social, les 13 000 salariés des Missions Locales ?

Cette expérimentation peut être une remise en cause des services publics des Missions Locales auprès des jeunes, avec son cortège de suppressions d'emplois et de déshabillage de notre modèle social d'insertion des jeunes.

En conséquence, le Conseil Municipal d'Aiguillon, réuni en séance ordinaire le mardi 20 novembre 2018 s'inquiète et s'opposera à tout projet d'expérimentation et de fusion entre les Missions Locales et Pôle Emploi, qui aurait des conséquences sur la mise en œuvre des missions d'accompagnement global des Missions Locales et qui impacterait de façon désastreuse l'avenir de nos jeunes les plus en difficulté et les salariés des Missions Locales.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **ADOPTÉ** la motion « Non au projet de fusion Pôle Emploi / Missions Locales »

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la création d'une classe de BTS au sein du Lycée Stendhal, ce qui fera d'Aiguillon une Ville Universitaire à compter du 1^{er} Septembre 2019.

L'ordre du jour étant épuisé et personne de demandant la parole, la séance est levée à 19h45 minutes

* * * * *

Le Maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION